



HAL
open science

Économie de la sécurité internationale et guerre économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Économie de la sécurité internationale et guerre économique. L'Orange bleue, 2023, 135, pp.3. hal-04269757

HAL Id: hal-04269757

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04269757>

Submitted on 3 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Economie de la sécurité internationale et guerre économique

Jacques Fontanel

In

Comment en finir avec la logique des guerres ?

**L'Orange Bleue
Brest, Novembre 2021**

Résumé : Les modèles économiques contemporains utilisent constamment la paix comme postulat et rares sont ceux qui introduisent les rapports de puissance entre les Etats dans une économie supposée toujours globalisée dans le cadre étroit d'un libre-échange pourtant discutable. La guerre économique, la dépendance aux produits stratégiques venus de l'extérieur et les consommations intermédiaires des produits essentiels de production d'armes ne sont pas suffisamment pris en compte, au même titre que l'essor des « paradis fiscaux » ou la puissance sociétale irrésistible des forces économiques privées dans l'évolution productrice des sociétés dominée par les effets de démonstration ou la consommation ostentatoire. La capacité d'adaptation du capitalisme aux guerres et aux crises économiques a souvent été mise en évidence, mais aujourd'hui elle se heurte au réchauffement climatique, à l'épuisement des ressources naturelles et aux conflits humains face aux nouvelles raretés.

Contemporary economic models constantly use peace as a postulate, and few of them take into account the power relations between states in an economy that is supposed to be globalized within the narrow framework of free trade. Economic warfare, dependence on strategic products from abroad and the intermediate consumption of essential weapons production products are not sufficiently taken into account, just like the rise of "tax havens" or the irresistible societal power of private economic forces in the productive evolution of societies dominated by demonstration effects or conspicuous consumption. Capitalism's ability to adapt to wars and economic crises has often been highlighted, but today it is coming up against global warming, the depletion of natural resources and human conflict in the face of new scarcity.

Mots clés : Guerre, guerre économique, capitalisme, libre-échange, course aux armements

War, economic war, capitalism, free trade, arms race

Les économistes modernes évitent d'introduire la question de la sécurité internationale dans leurs systèmes formalisés, comme si la paix était une donnée de base indiscutable. Ils s'interrogent finalement peu sur la rationalité la fameuse « main invisible », qu'ils revendiquent souvent dans une croyance irrationnelle dans la force collective de l'intérêt individuel, comme une tâche aveugle sur l'ineptie mathématique de cette hypothèse réduite à néant par les mathématiques modernes de la théorie de jeux. Lorsqu'ils s'interrogent sur les fondements de la course aux armements, ils utilisent le modèle économétrique de Richardson en considérant que le niveau des dépenses militaires nationales est supposé dépendre :

- D'abord du niveau de développement du pays mesuré par le PIB exprimant, malgré toutes ses limites (Guilhaudis, Fontanel, 2019), l'effet de fatigabilité du fardeau de la sécurité nationale sur l'économie domestique,
- Des dépenses militaires des ennemis potentiels (« si tu veux la paix, prépare la guerre ») et
- Des griefs entretenus à l'encontre d'un ou plusieurs Etats.

Aucun des modèles sophistiqués n'a été en mesure de prévoir l'effondrement de l'URSS car, sur le long terme, la priorité accordée à la puissance militaire de dissuasion affaiblit incontestablement, par l'effet de substitution, le potentiel de production des biens et services civils. Ensuite les dépenses militaires des Etats ne sont pas toujours corrélées à celles des pays supposés « menaçants », d'autant plus que pendant la « guerre froide » l'effort économique du secteur militaire de l'URSS (Fontanel, Gaidar, 1998) était grossièrement sous-estimé par les sources statistiques américaines (USACDA) ou suédoises (SIPRI). Enfin, il est loisible de constater que les dépenses militaires sont plus importantes dans les pays où il existe un fort complexe militaro-industriel ou dans lesquels les gouvernements expriment une volonté de puissance politico-militaire. Les menaces elles-mêmes n'ont d'influence sur les dépenses militaires que dans les instants d'extrême tension entre les Etats.

Par un effet de boomerang, les dépenses militaires ont parfois été utilisées à des fins de politique industrielle, une stratégie normalement interdite par l'OMC, sauf en ce qui concerne la sécurité nationale. Dans ce cadre, les grandes puissances financent substantiellement la recherche-développement nationale ainsi que l'essor des nouvelles technologies duales, c'est-à-dire « en même temps » à usages civils et militaires, entretenant ainsi une course à la domination technologique, qui aliène ou réduit le pouvoir des armes des autres pays. Les analyses du désarmement proposées et analysées par l'ONU, ont toujours mésestimé le coût de destruction et l'essor d'actifs productifs inutilisables engendrés par le processus du désarmement dans les économies des grandes puissances (Colard, et al.1981).

Les dépenses militaires constituent un indicateur imparfait de la sécurité nationale d'un pays. Elles reflètent l'effort financier engagé annuellement par l'Etat pour protéger le territoire et les intérêts nationaux, mais elles ne sont pas représentatives de toutes les activités de défense nationale et du patrimoine militaire constitué. La guerre économique, la dépendance aux produits stratégiques venus de l'extérieur et les consommations intermédiaires des produits essentiels de production d'armes exercent aussi un rôle non négligeable sur la perception de la sécurité nationale disponible instantanément. En outre, les choix des matériels et des stratégies militaires sont plus ou moins adaptés en fonction :

- de la nature des armes (nucléaires ou non),
- de la qualité discutable de la stratégie de défense (comme l'échec de la ligne Maginot en 1940),
- de la puissance des armes (« bang for a buck »),
- de l'autonomie nationale des stratégies militaires (OTAN) et
- des effets économiques d'éviction de l'effort militaire sur la production des biens et services civils (« guns or butter »)

La guerre de l'information favorise toujours ceux qui disposent des moyens de diffusion adéquat, ce qui constitue une édulcoration de la démocratie au profit d'une oligarchie et d'une technocratie, souvent liées aux intérêts militaires, capables de contrôler les forces démocratiques par une information contrôlée sélective et d'instaurer une ploutocratie. Dans les démocraties occidentales, les « actualités » politico-économiques sont contrôlées par quelques milliardaires et dans les pays autocratiques directement par l'Etat. Sur cette base, le système économique fonctionne selon des règles qui ne correspondent pas aux principes affichés. Aujourd'hui, les règles mercantilistes de recherche de puissance des Etats s'imposent et les armes de la guerre économique se substituent à la douceur du marché revendiqué par Montesquieu.

Dans le monde entier, les intérêts financiers immédiats s'opposent à l'intérêt collectif d'un futur proche, avec l'essor des « paradis fiscaux » qui favorisent les classes riches au détriment d'un service public obéré par le poids économique à consentir à la sécurité nationale. La puissance sociétale irrésistible des forces économiques privées capables de concurrencer les Etats, comme c'est le cas notamment avec les GAFAM ou des gestionnaires d'actifs comme BlackRock (qui gère des fonds d'investissement 3 fois plus élevés que le PIB de la France) conduit de fait les grandes puissances privées à décider des politiques de l'Etat, sur la base du lobbying ou de l'entrisme, au service de leur seul intérêt individuel. Dans ce contexte, toutes les hypothèses de base des économies de marchés ne sont pas respectées, avec l'essor des monopoles, des ententes oligopolistiques, des holdings et des politiques économiques des Etats inspirées par le capitalisme privé.

La résistance du capitalisme aux guerres et aux crises économiques montre la capacité d'adaptation de ce système (Coulomb, Fontanel, 2012). L'optimalité de ce système est soutenue par des analyses économiques fondées sur des hypothèses aussi héroïques que la rationalité des agents économiques, la « main invisible d'Adam Smith, l'existence de concurrence dans tous les secteurs économiques, la foi dans le caractère régulateur de la spéculation financière, malgré les crises récurrentes qui déséquilibrent des Nations entières et affament des citoyens les plus fragiles. On pourrait même ajouter le principe de la non-intervention de l'Etat hors du champ de l'économie régaliennne oubliant ainsi la force du leadership des Etats-Unis ou le maintien du statut de pays en voie de développement reconnu à la Chine, dans le contexte d'une confrontation pour le leadership mondial, dite la « Chinamérique ».

Il convient de différencier les différends économiques entre les Etats, des conflits et surtout des guerres économiques. Les instruments et les armes utilisées sont diversifiées (boycott, embargo, blocus, gel des avoirs et des investissements étrangers, sanctions "secondaires, extraterritoriales", cyber attaques). Les différends indiquent des divergences d'intérêts (gestion du commerce international, ORD de l'OMC, rôle international du dollar, conflits fiscaux et d'endettement, rupture d'intégration économique). Les conflits entre Etats concernent le partage des contraintes de la sécurité internationale, les ventes d'armes, la volonté d'indépendance économique, la suspension des aides économiques et financières ou les sanctions extraterritoriales). La guerre économique proprement dite conduit à la course aux armements, à la punition internationale, aux stratégies de la rupture économique, de la domination, de la puissance économique et des cyber attaques généralisées (Fontanel, 2019).

Les choix politiques opérés ont valorisé l'exploitation de la Terre, les inégalités sociales fondées sur les compétences individuelles des personnes appliquées à un système dont il faut respecter la doxa. Ce bonheur promis à chaque agent endoctrine le monde du travail, lequel peut à la limite bénéficier, en tant que consommateur acharné, de plus d'avoir et de biens disponibles, sans s'interroger pour autant sur son mieux-être. Le capitalisme d'aujourd'hui est fondé sur l'expression ultime des désirs, des effets de démonstration et de la consommation. Selon Cohen (2023), « les humains subissent la loi d'un désir qu'ils ne comprennent pas ». L'économie révèle désormais et définitivement son caractère éminemment politique, elle n'est science que pour l'optimisation d'une production, sans s'interroger outre mesure sur l'utilité des biens et services produits, sur les « effets de démonstration » (« Keep up with the Jones ») mis en évidence par Duesenberry », sur la consommation ostentatoire qui par l'achat met en évidence le statut social ou le mode de vie potentiel de l'acheteur, sur les effets destructeurs du mal-être au travail déconstruit.

La troisième révolution industrielle pose la question du mode de production et de consommation actuel qui, dans un avenir proche, peut conduire au refus de la globalisation économique pour en revenir aux accords mercantilistes entre pays amis (« shore-friendship »), aux catastrophes écologiques, à la raréfaction des ressources naturelles, à l'insécurité permanente de la compétition quotidienne généralisée, au réchauffement climatique et, in fine, à l'essor de nouvelles guerres. Les guerres économiques opposant les Etats ont un très fort potentiel. Le système économique crée des inégalités profondes, croissantes, qui ne peuvent être remises en cause que par les révolutions, les guerres, la misère (comme le revendiquait en son temps Malthus) ou l'éveil des populations pour modifier les règles d'un système profondément déséquilibré, par les compétitions quotidiennes pour maintenir le niveau de vie de la très grande majorité des citoyens et consommateurs. Aujourd'hui, le mode de vie de la modernité se heurte au réchauffement climatique, à l'épuisement des ressources naturelles et sans doute à une récession à laquelle l'homme moderne n'est pas préparé. La guerre, sous toutes ses formes (civile, économique, interétatique, mondiale, écologique et environnementale), reprendra une place déterminante dans l'avenir de l'humanité.

Référence :

- Cohen, D. (2015) *Le monde est clos et le désir infini*, Albin Michel.
- Colard, D., Fontanel, J., & Guilhaudis, J. F. (1981). *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les études de défense nationale, 19.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2012). War and Capitalism. *The marketing of war in the age of neo-militarism*, 59, Routledge.,
- Fontanel, J, Gaidar, E.T. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. Paix et Sécurité Européenne et Internationale, hal-02017498
- Fukuyama F. (1993) *The end of history and the last man*, London, Penguin.
- Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. *Annuaire Français des Relations internationales*,